

## **DÉLIBÉRATION N°CP 2022-026**

### **DU 28 JANVIER 2022**

#### **POLITIQUES RÉGIONALES ÉNERGIE-CLIMAT ET AIR : PREMIÈRES AFFECTATIONS 2022**

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

**VU** le règlement (UE) n°1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides minimis ;

**VU** le règlement (UE) n°651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne ;

**VU** le plan d'investissement européen dit Plan Juncker adopté le 24 juin 2015 par le parlement européen ;

**VU** le régime cadre exempté de notification N°SA 59108 relatif aux aides en faveur à la protection de l'environnement pour la période 2014-2020, pris sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 adopté par la Commission européenne le 17 juin 2014 et publié au JOUE le 26 juin 2014 ;

**VU** le code de la commande publique ;

**VU** le code de l'énergie ;

**VU** le code de l'environnement ;

**VU** le code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRE) ;

**VU** la loi n° 2015-922 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte, dite loi TECV ;

**VU** le décret n° 2016-1442 du 27 octobre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle de l'énergie ;

**VU** la délibération n° CP 08-087 du 24 janvier 2008 relative à l'adhésion à l'association des collectivités territoriales et des professionnels pour les déchets, l'énergie et les réseaux de chaleur (AMORCE) ;

**VU** la délibération n° CR 98-12 du 22 novembre 2012 relative à l'approbation du Schéma Régional du Climat, de l'Air et de l'Energie (SRCAE) ;

**VU** la délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 portant approbation du cadre régional d'intervention relatif au soutien des structures dans le secteur de l'environnement, à l'ajustement du dispositif « éducation à l'environnement vers un développement durable », à l'adaptation du dispositif « jardins solidaires en Ile-de-France » prorogation des programmes cadres agricoles ;

**VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100.000 nouveaux stages pour les

jeunes Franciliens ;

**VU** la délibération n° CR 114-16 du 17 juin 2016 portant approbation du plan Changeons d'air en Île-de-France : plan régional pour la qualité de l'air (2016-2021) ;

**VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée portant adoption de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;

**VU** la délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018 portant approbation de la stratégie énergie climat de la région Île-de-France ;

**VU** la délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 relative à la Politique Energie Climat : 4ème affectation 2019 – Règlement d'intervention SLTE - Solde AIRPARIF pour 2019 ;

**VU** la délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 relative à la stratégie régionale Energie Climat : Île-de-France Territoire Hydrogène ;

**VU** la délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 relative à la politique Air Energie Climat : modification de règlements d'intervention : 1<sup>ère</sup> affectation 2020 et signature de charte méthanisation ;

**VU** la délibération n° CP 2020-276 du 1<sup>er</sup> juillet 2020 relative à la politique énergie-climat – Mise en œuvre du plan « changeons d'air » : affectations 2020 ;

**VU** la délibération n° CR 2021-038 du 2 juillet 2021 relative aux délégations de pouvoir du conseil régional à sa présidente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;

**VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier ;

**VU** la délibération n° CP 2021-290 du 21 juillet 2021 relatives aux politiques régionales économie circulaire et déchets, énergie-climat et air : affectations pour 2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-332 du 22 juillet 2021 portant intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;

**VU** la délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 relative aux politiques régionales énergie-climat et air : affectations 2021 ;

**VU** la délibération n° CP 2021-462 du 19 novembre 2021 relative à la convention entre la Région et l'ASP – Frais de gestion ASP 2022 – Remises gracieuses – Règlement d'intervention « rémunération des stagiaires » ;

**VU** le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;

**VU** l'avis de la commission de l'environnement ;

**VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;

**VU** le rapport n°CP 2022-026 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

**Article 1 :**

Approuve la convention-type « fonctionnement » relative aux structures locales de la transition énergétique, figurant en annexe n° 1 à la délibération, au titre de la mise en œuvre de la Stratégie énergie climat.

**Article 2 :**

Approuve le règlement d'intervention relatif à la stratégie énergie climat modifié, tel qu'il figure en annexe n° 2 de la présente délibération.

**Article 3 :**

Décide, **au titre de la stratégie énergie climat et de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables**, de participer au financement des 4 opérations, détaillées dans les fiches projets correspondantes figurant en annexe n° 3 à la présente délibération pour un montant prévisionnel maximum de **58 536,50 €**.

Subordonne le versement des subventions d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature de conventions conformes à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **58 536,50 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500106 « Energies renouvelables », du budget 2022.

**Article 4 :**

Décide, **au titre de la stratégie énergie climat et de l'appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse**, de participer au financement d'1 opération de rénovation d'éclairage public détaillée dans la fiche-projet correspondante figurant en annexe n° 3 à la présente délibération, pour un montant prévisionnel maximum de **30 000 €**.

Subordonne le versement de la subvention d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention conforme à la convention-type adoptée par délibération n° CP 2021-433 du 19 novembre 2021 susvisée, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **30 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500105 « Efficacité énergétique et SEM », du budget 2022.

**Article 5 :**

Décide, au titre du soutien aux structures locales de la transition énergétique, de participer au financement des projets figurant en annexe n° 4 à la présente délibération, par l'attribution de subventions d'un montant maximum prévisionnel de **785 963,45 €**.

Subordonne le versement de ces subventions à la signature de conventions conformes à la convention type adoptée à l'article 1 et autorise la présidente du conseil régional à les signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **785 963,45 €** disponible sur le

chapitre 937 «Environnement», code fonctionnel 75 « Politique de l'énergie », programme HP 75-001 (175001) « Energie », action 17500104 « Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie », du budget 2022.

**Article 6 :**

Décide, **au titre du cadre régional d'intervention relatif au soutien des structures dans le secteur de l'environnement**, de participer au financement d'1 opération, détaillée dans la fiche-projet correspondante figurant en annexe n° 3, pour un montant prévisionnel maximum de **65 000,00 €**.

Subordonne le versement de la subvention d'un montant supérieur à 23 000 € à la signature d'une convention conforme à la convention-type pour les subventions en fonctionnement adoptée par délibération n° CP 2020-056 du 31 janvier 2020 susvisée et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 65 000,00 € disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008), action 17100803 « soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement », du budget 2022.

**Article 7 :**

Décide de verser à l'association Amorce, au titre de l'année 2021, un complément de cotisation d'un montant de 70 €, et au titre de l'année 2022, une cotisation d'un montant de 13 640 €.

Décide de verser à l'association France Hydrogène une cotisation d'un montant de 5 000 € au titre de 2022.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant total de 18 710 € disponible sur le chapitre 937 ' Environnement ', code fonctionnel 71 ' Actions transversales ', programme HP 71-008 (171008) ' Actions transversales ', action 17100803 ' Soutien aux associations œuvrant pour l'environnement ', du budget 2022.

**Article 8 :**

Décide, **au titre de l'aide aux investissements**, d'attribuer à Airparif une subvention d'un montant maximum de **456 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche-projet figurant en annexe n° 5 à la présente délibération.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **456 000 €** disponible sur le chapitre 907 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », programme PR 73-001 (173001) « Qualité de l'air-Climat », action 17300101 « Investissement et études d'AIRPARIF », du budget 2022.

**Article 9 :**

Décide, **au titre de l'aide au fonctionnement**, d'attribuer à AIRPARIF une subvention d'un montant maximum de **510 000 €** pour les opérations présentées dans la fiche-projet figurant en annexe n° 5 à la présente délibération.

Affecte une autorisation d'engagement de **510 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 73 « Politique de l'air », programme HP 73-001 (173001) « Qualité de l'air-Climat », action 17300102 « Fonctionnement d'AIRPARIF », du budget 2022.

**Article 10 :**

Décide, **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France », pour le dispositif Véhicules propres**, d'affecter un montant prévisionnel maximum de **5 000 000 €** à l'Agence de Services et de Paiement pour le paiement des aides sollicitées.

Affecte une autorisation de programme d'un montant de **5 000 000 €** disponible sur le chapitre 909 « Action économique », code fonctionnel 94 « Industrie, artisanat, commerce et autres services », programme HP 94-003 (194003) « Aide aux véhicules propres », action 19400301 « Aide aux véhicules propres », du budget 2022.

**Article 11 :**

Décide, **au titre de la mise en œuvre du Plan « Changeons d'air en Île-de-France », pour le dispositif Véhicules propres**, d'affecter un montant de **100 000 €** à l'Agence de services et paiement, pour le paiement des frais de gestion de l'Agence.

Affecte une autorisation d'engagement d'un montant de **100 000 €** disponible sur le chapitre 937 « Environnement », code fonctionnel 71 « Actions transversales », programme HP 71-008 (171008) « actions transversales », action 17100804 « Etudes, prospectives, changement climatique », du budget 2022.

**Article 12 :**

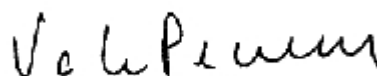
Décide d'approuver le principe de la constitution d'un groupement de commandes dont la région Normandie sera la coordonnateur ayant pour objet la passation d'un marché pour la réalisation d'une étude opérationnelle pour le développement d'écosystèmes hydrogène renouvelable et bas carbone en Vallée de Seine.

**Article 13 :**

Décide d'autoriser la présidente du conseil régional à signer la convention de groupement de commandes pour une étude opérationnelle pour le développement d'écosystèmes hydrogène renouvelable et bas carbone en Vallée de Seine.

Cette convention figure en annexe n° 6 à la présente délibération.

**La présidente du conseil régional  
d'Île-de-France**



**VALÉRIE PÉCRESSÉ**

Acte rendu exécutoire le 31 janvier 2022, depuis réception en préfecture de la région Île-de-France le 31 janvier 2022 (référence technique : 075-237500079-20220128-Imc1134036-DE-1-1) et affichage ou notification le 31 janvier 2022.

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

## **ANNEXES A LA DELIBERATION**

**Annexe n° 1 : Convention type en fonctionnement de  
soutien aux structures locales de la transition  
énergétique**



# CONVENTION N° CODE DU DOSSIER

Entre

La Région Île-de-France dont le siège est situé au 2, rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen-sur-Seine, représentée par sa présidente, Madame Valérie PECRESSE,  
En vertu de la délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE,  
ci-après dénommée « la Région »

d'une part,

et

Le bénéficiaire dénommé : LIBELLE DU TIERS (signataire de la convention)  
dont le statut juridique est : FORME JURIDIQUE DU TIERS  
N° SIRET : XXXXXXXXXX XXXXX  
Code APE : XX.XXX (SI renseigné sur le tiers)  
dont le siège social est situé au : ADRESSE ADMINISTRATIVE  
ayant pour représentant CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)  
ci-après dénommé « le bénéficiaire »

d'autre part,

## **PREAMBULE :**

Le bénéficiaire a sollicité la Région afin d'obtenir son soutien financier au titre du dispositif « Soutien aux structures locales de la transition énergétique » adopté par délibération de l'Assemblée délibérante n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019.

L'attribution par la Région d'une subvention et son versement se font dans le respect des règles fixées par son règlement budgétaire et financier approuvé par délibération du Conseil Régional n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 et des conditions suivantes.

L'accompagnement de la structure se fait en vertu des modalités du règlement d'intervention pour le soutien aux Structures Locales de la Transition Energétique, approuvé par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019, pour la réalisation du socle des missions prévues dans l'annexe technique de cette convention.

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du régime d'aides : REGIME D'AIDE

Relatif à : SIGLE

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

Par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE, la Région Île-de-France a décidé de soutenir ARTICLE ET LIBELLE DU TIERS pour la réalisation de l'opération suivante dont le descriptif complet figure dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention : OBJET DU DOSSIER (sinon) LIBELLE (référence dossier n° CODE DU DOSSIER).

Dans cet objectif, elle accorde au bénéficiaire une subvention correspondant à TAUX % de la dépense subventionnable dont le montant prévisionnel s'élève à MONTANT BASE ELIGIBLE €, soit un montant maximum de subvention de MONTANT SUBVENTION €.

Le plan de financement prévisionnel de l'opération, précisant les montants HT et/ou TTC, est détaillé dans l'annexe dénommée « fiche projet » de la présente convention.

## **ARTICLE 2 : OBLIGATIONS DU BENEFICIAIRE**

### **ARTICLE 2.1 : OBLIGATIONS RELATIVES AU PROJET SUBVENTIONNE**

Le bénéficiaire s'engage à réaliser, à son initiative et sous sa responsabilité, le projet dont le contenu est précisé dans l'annexe dénommée « fiche projet ».

Il s'engage également à mettre en place un comité de pilotage composé du bénéficiaire, de la Région et tout autre organisme financeur (ADEME,...) et le réunir au moins une fois.

### **ARTICLE 2.2 : OBLIGATIONS EN MATIERE D'ETHIQUE**

Le Bénéficiaire s'engage à respecter tout droit applicable ayant pour objet la prévention et la répression des atteintes à la probité : corruption, trafic d'influence, prise illégale d'intérêts, concussion, favoritisme et détournement de fond public et, le cas échéant, mettre en place et maintenir ses propres politiques et procédures relatives à l'éthique et à la lutte contre la corruption et autres atteintes à la probité conformément aux bonnes pratiques en la matière.

La Région est amenée à collecter des données publiques relatives à la probité du demandeur dans le cadre de son dispositif d'évaluation des tiers. En fonction de l'analyse de ces données et/ou de manquement constaté et motivé en matière d'atteinte à la probité, la Région se réserve la possibilité de ne pas attribuer la subvention demandée, de suspendre son versement ou de demander son remboursement.

Toute autre source d'information type voie de presse pourra également être prise en compte par la Région.

### **ARTICLE 2.3 : OBLIGATIONS RELATIVES A LA CHARTE REGIONALE DES VALEURS DE LA REPUBLIQUE ET DE LA LAICITE**

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

### **ARTICLE 2.3 ou 2.4 : OBLIGATIONS RELATIVES AU RECRUTEMENT DE STAGIAIRE(S) OU ALTERNANT(S)**

Le bénéficiaire s'engage à recruter X stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de deux mois.

Le bénéficiaire saisit cette ou ces offre(s) de stage(s) ou de contrat(s) de travail (contrat d'apprentissage ou de professionnalisation) découlant de cette obligation sur la plateforme « mes démarches » selon les modalités qui lui sont communiquées par la Région.

### **ARTICLE 2.3 ou 2.4 ou 2.5 : OBLIGATIONS ADMINISTRATIVES ET COMPTABLES**

Le bénéficiaire s'engage à :

Informar la Région dans les deux mois de la survenance de l'évènement, par écrit et documents à l'appui, de toute modification survenue dans son organisation : changements de personnes chargées d'une part des instances de décision et d'autre part de l'administration, nouveaux établissements fondés, changement d'adresse du siège social, nom et coordonnées de la ou des personnes chargées de certifier les comptes, changement de domiciliation bancaire.

Informar la Région des autres participations financières attribuées en cours d'exécution de la présente convention et relatives à l'objet de cette dernière.

Informar la Région par écrit, documents à l'appui, de toutes difficultés liées à sa situation juridique ou financière susceptible de perturber la bonne exécution de ses engagements dans la présente convention.

Informar la Région des différentes phases de recrutement des stagiaires et alternants et de toutes difficultés qu'il pourrait rencontrer (absence de candidat, etc.) dans leur déroulement.

Conserver pendant dix ans les documents comptables et les pièces justificatives.

Faciliter tout contrôle par la Région, ou par toute personne habilitée à cet effet, sur pièces ou sur place, de la réalisation des actions et de l'emploi des fonds notamment par l'accès aux documents administratifs et comptables ainsi qu'à toutes pièces justificatives.

Tenir une comptabilité analytique relative au projet subventionné.

#### ARTICLE 2.4 ou 2.5 ou 2.6 : OBLIGATIONS EN MATIERE DE COMMUNICATION

Afin de participer à la notoriété et à la lisibilité de l'action de la Région Île-de-France, le bénéficiaire s'engage à faire apparaître la contribution régionale pour toutes les actions de communication liées à l'objet de la présente convention.

L'information relative à ce soutien prend la forme de la mention « action financée par la Région Île-de-France » et de l'apposition du logo régional conformément à la charte graphique régionale.

Le bénéficiaire autorise à titre gracieux la Région à utiliser les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Le bénéficiaire s'engage à faire expressément référence à l'implication de la Région dans l'ensemble des interviews, conférences de presse, communiqués et dossiers de presse associés.

Concernant le logotype :

Le bénéficiaire s'engage à apposer la mention « Action financée par la région Île-de-France » sur l'ensemble des documents d'information et communication en lien avec l'objet de la présente convention et à indiquer explicitement ce soutien dans les correspondances avec les destinataires de cette action ;

La présence du logotype de la Région est obligatoire, en première de couverture, sur l'ensemble des supports d'information et de communication (pour exemple : brochures, affiches, cartons d'invitation, emailing, newsletters, bâches, banderoles, kakémonos) et positionné en page d'accueil des sites web pour permettre un lien vers le site institutionnel de la région Île-de-France ([www.iledefrance.fr](http://www.iledefrance.fr)) ;

L'utilisation du logotype doit être conforme à la charte graphique régionale. L'ensemble des documents de communication doivent être transmis à la Région pour validation avant fabrication et/ou diffusion.

Le bénéficiaire s'engage, concernant les événements :

- à porter à la connaissance de la région Île-de-France les dates prévisionnelles des actions en lien avec l'exécution de la présente convention, en particulier les dates d'inauguration de projets ou d'équipements, la tenue d'événements ;
- à soumettre à la Région les documents, supports de communication s'y rapportant. Ceux-ci devront respecter les usages et préséances protocolaires ;
- à inscrire dans les puissances invitantes la présidente de la Région et réserver à cette dernière ou son représentant la place qui lui revient dans le déroulement de l'événement ;
- à transmettre régulièrement à la Région : le calendrier prévisionnel des dates, faits marquants pendant tout le déroulement et l'exécution de la présente convention et les dates prévisionnelles des opérations de relations presse et publiques ou actions de médiatisation liées à l'exécution de la présente convention.

Ces informations seront transmises au chargé de la communication.

Coopération aux actions de communication décidées par la Région en lien avec l'objet de la convention :

Le bénéficiaire s'engage à coopérer à la bonne réalisation des actions de communication liées à l'exécution de la présente convention pouvant être décidées par l'institution régionale (en fonction de la nature du projet ou de l'événement). Exemple : autorisation de prise de vues ou tournage, apposition de drapeaux, banderoles visant à assurer la visibilité régionale...

Dans ce cadre, le bénéficiaire autorise la Région à utiliser, à titre gracieux, les résultats du projet subventionné (publications y compris photographiques, communication à des tiers, données...) à des fins de communication relative à l'action régionale. La Région ne revendique aucun droit de propriété intellectuelle sur le projet. Toute utilisation ou exploitation commerciale du projet par la Région est interdite.

Contrôle des obligations du bénéficiaire par la Région :

Les services de la Région contrôlent la bonne réalisation des obligations mentionnées ci-dessus :

- en amont : l'ensemble des supports de communication, liés à cette convention, devra être transmis avant fabrication et/ou diffusion au chargé de mission de la Région en charge de l'instruction du dossier ;
- en aval : il s'engage à fournir des justificatifs du bon respect des obligations mentionnées ci-dessus. Ils pourront prendre les formes suivantes : envoi d'exemplaires des documents imprimés, de la visibilité événementielle, copie d'écran des sites web où apparaît le logo de la Région, envoi de newsletters, emailings...

Dans la mesure où le taux d'intervention financière de la Région est égal ou dépasse 50 % du budget total de l'opération, la taille du logotype régional est proportionnellement supérieure à celle des autres co-financeurs.

Les services concernés de la Région sont chargés de contrôler la bonne réalisation des obligations ci-dessus et de conseiller le bénéficiaire dans sa démarche.

### **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

#### **ARTICLE 3.1 : CADUCITE**

Si à l'expiration d'un délai de 1 an à compter de la date d'attribution de la subvention par l'assemblée délibérante, le bénéficiaire n'a pas transmis à l'administration régionale de demande de versement, la subvention devient caduque et est annulée. Ce délai peut être exceptionnellement prolongé de 1 an par décision du Président, si le bénéficiaire établit, avant l'expiration du délai mentionné ci avant, que les retards dans le démarrage de l'opération ne lui sont pas imputables.

A compter de la date de première demande de versement, le bénéficiaire dispose d'un délai maximum de 3 années pour présenter le solde de l'opération. A défaut, le reliquat de la subvention non versé est caduc.

#### **ARTICLE 3.2 : MODALITES DE VERSEMENT**

Le versement de la subvention régionale est effectué sur demande du bénéficiaire. Chaque demande de versement de subvention est complétée, datée et signée par le représentant légal du bénéficiaire qui certifie la réalité de la dépense et son affectation à l'action subventionnée. Elle est revêtue du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

##### **ARTICLE 3.2.1: VERSEMENT D'AVANCES**

Le bénéficiaire peut effectuer une demande d'avance à valoir sur les paiements prévus en proportion du taux de la subvention, s'il justifie ne pas disposer de trésorerie.

Pour les personnes morales de droit privé, le besoin de trésorerie doit être démontré par la présentation d'un plan de trésorerie daté et signé par le représentant légal. Il est revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

##### **ARTICLE 3.2.2 : VERSEMENT D'ACOMPTES**

Le bénéficiaire peut demander le versement d'acomptes à valoir sur les paiements déjà effectués, en proportion du taux de la subvention, et dans la limite de 80 % du montant total de la subvention prévisionnelle.

Dans le cas d'une demande d'acompte, un état récapitulatif des dépenses doit impérativement être produit. Il précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté, signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme.

Le cumul des avances et acomptes ne peut excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

#### ARTICLE 3.2.3 : VERSEMENT DU SOLDE

La subvention ne peut être versée en totalité qu'après justification par le bénéficiaire de l'achèvement et du paiement complet de l'action subventionnée.

Pour les personnes morales de droit public, le versement du solde est subordonné à la production d'un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées.

Cet état récapitulatif daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire, revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme, doit comporter en outre la signature du comptable public qui certifie la prise en charge des dépenses dans sa comptabilité ainsi que leur règlement.

Ce document est accompagné d'un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.

Le versement du solde est également subordonné à la production de X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Pour les personnes morales de droit privé, le versement du solde est subordonné à la production des documents suivants :

- un état récapitulatif des dépenses qui précise notamment les références, dates et montants des factures, marchés ou actes payés au titre de l'action, le nom du fournisseur et la nature exacte des prestations réalisées. Cet état récapitulatif est daté et signé par le représentant légal du bénéficiaire et revêtu du nom et de la qualité du signataire, et le cas échéant, du cachet de l'organisme,
- un compte rendu financier de l'action spécifique subventionnée. Ce document comporte la signature du représentant légal du bénéficiaire. La signature de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes est requise lorsque l'organisme en est doté ou si les dispositions légales le prévoient, à défaut elle est remplacée par celle du trésorier de l'organisme subventionné.
- un compte-rendu d'exécution signé par le représentant légal du bénéficiaire qui détaillera notamment les modalités de mise en œuvre de la Charte des valeurs de la République et de la laïcité.
- X justificatif(s) de recrutement conformément au nombre de stagiaire(s) ou alternant(s) mentionné à l'article 2 de la présente convention (convention de stage signée, contrat de travail signé).

Lors du versement du solde de la subvention, 10% de la subvention est conditionné à l'atteinte d'objectifs de performance spécifiques, définis pour chaque structure dans la convention signée avec la Région, sur la base des indicateurs d'activités liées aux missions soutenues.

La subvention du conseil régional d'Île-de-France a pour objet le financement d'un programme d'action annuel et non de rendre le bilan financier du bénéficiaire excédentaire et de constituer une réserve de trésorerie du bénéficiaire. En application de la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier, et des articles 30 et 32 du règlement budgétaire et financier ainsi prorogé, la Région se réserve le droit de réviser tout ou partie de la subvention en proportion du niveau d'exécution du budget prévisionnel transmis par l'organisme bénéficiaire.

Le versement du solde est subordonné à la présentation du tableau des indicateurs présenté en annexe 1 à cette convention.

Le comptable assignataire est le Directeur Régional des Finances Publiques d'Île-de-France et du Département de Paris.

### **ARTICLE 3.3 : REVISION DU MONTANT SUBVENTIONNE**

Dans le cas où la dépense réelle engagée par le bénéficiaire s'avère inférieure au montant total initialement prévu, la subvention régionale attribuée peut être révisée en proportion du niveau d'exécution constaté, par application du taux indiqué à l'article 1 de la présente convention. Elle fait l'objet d'un versement au prorata de la dépense réalisée, effectivement justifiée, voire d'un reversement à la Région en cas de trop perçu.

Les avances perçues par le bénéficiaire et pour lesquelles ce dernier n'a pas produit les pièces justificatives mentionnées au 3.2 (versement du solde) dans le délai de 3 années indiqué à l'article 3.1 de la présente convention donnent lieu à l'émission d'un titre de recettes par la Région.

### **ARTICLE 3.4 : ELIGIBILITE DES DEPENSES SUBVENTIONNABLES**

Les dépenses subventionnables sont prises en compte à compter du DATE D'ELIGIBILITE (sinon) DATE DE VOTE et jusqu'à la date de la demande de versement du solde ou jusqu'à la date d'application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

### **ARTICLE 4 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention prend effet à compter de la date d'attribution par l'assemblée régionale de la subvention au bénéficiaire, à savoir le DATE DE VOTE.

La présente convention est conclue pour 1 programme d'action, qui doit être réalisé en totalité sur 1 an, à compter de la date d'attribution.

Elle expire, après le versement du solde de la subvention du programme d'action ou à défaut par application des règles de caducité de la subvention figurant à l'article 3.1 de la présente convention.

L'association rend compte chaque année à la Région des actions réalisées par le biais de comptes rendus écrits.

Tout litige qui ne peut recevoir de solution amiable est déféré au tribunal administratif territorialement compétent.

### **ARTICLE 5 : RESILIATION DE LA CONVENTION**

La Région peut prononcer la résiliation de la présente convention pour motif d'intérêt général. Cette résiliation prend effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué par la décision notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal par la Région.

La Région peut en outre prononcer la résiliation en cas d'inexécution d'une ou plusieurs de ses obligations par le bénéficiaire de l'aide régionale. Dans ce cas, la Région adresse au bénéficiaire une mise en demeure de remplir les obligations inexécutées dans un délai fixé. Si, au terme de ce délai, les obligations mentionnées dans la mise en demeure restent en tout ou partie inexécutées, la Région adresse au bénéficiaire la décision de résiliation. Cette décision prend effet à la date de réception de la lettre recommandée avec avis de réception notifiant la décision, sauf s'il en est disposé autrement par cette décision.

Dans tous les cas, les parties sont tenues d'exécuter les obligations résultant de la présente convention jusqu'à la date de prise d'effet de la résiliation. La résiliation prononcée en application du présent article n'ouvre droit à aucune indemnisation du bénéficiaire par la Région.

La résiliation de la convention implique la réalisation d'un arrêté définitif des comptes, et la restitution de tout ou partie de la subvention versée par la Région.

### **ARTICLE 6 : RESTITUTION DE LA SUBVENTION**

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de tout ou partie de la subvention versée au regard de la qualité des actions réalisées.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de manquement avéré au respect de la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas d'absence de production par le bénéficiaire du compte rendu financier de l'action subventionnée ou en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

La Région se réserve le droit d'exiger la restitution de l'intégralité de la subvention versée en cas de non-respect des obligations relatives au recrutement de stagiaires ou alternants.

Avant toute demande de restitution de tout ou partie de la subvention, le bénéficiaire est invité à présenter ses observations écrites sur les conditions d'exécution du projet subventionné et le cas échéant, sur sa demande, ses observations orales dans un délai de quinze jours.

Tous les frais engagés par la Région pour recouvrer les sommes dues par le bénéficiaire sont à la charge de ce dernier.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant dont la signature est autorisée par l'assemblée délibérante régionale.

#### **ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES**

Les pièces contractuelles comprennent la convention proprement dite et l'annexe dénommée « fiche projet » adoptée par délibération N° CPXXXX-XXX du DATE DE VOTE.

Fait à Saint-Ouen-sur-Seine en 2 exemplaires originaux

Le

La présidente  
du conseil régional d'Île-de-France

Le

Le bénéficiaire  
LIBELLE DU TIERS  
CIVILITE PRENOM NOM, FONCTION (représentant signataire convention)

[illegible]



## **Annexe n° 2 : Règlement d'Intervention Stratégie énergie climat**

## **Stratégie Régionale énergie-climat Règlement d'intervention**

Par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018, la stratégie énergie-climat de la Région Île-de-France a été adoptée. A travers ce document, la Région affiche trois principes primordiaux : la sobriété, la production d'énergies renouvelables et de récupération et la réduction de la dépendance énergétique francilienne.

L'objectif pour 2030 est de diminuer de moitié la dépendance aux énergies fossiles et nucléaire de l'Île-de-France par rapport à 2015, grâce à :

- la réduction de près de 20% de la consommation énergétique régionale ;
- la multiplication par 2 de la quantité d'énergie renouvelable produite sur le territoire francilien ;
- la multiplication par 3 de la part globale des énergies renouvelables et de récupération (ENR&R) dans la consommation énergétique régionale.

Par délibération n° CR 2019-054 du 21 novembre 2019, la Région a adopté le plan solaire et la charte hydrogène par délibération n° CR 2019-055 du 21 novembre 2019 pour accompagner l'essor de ces énergies et accélérer la réalisation des projets sur le territoire francilien.

Ce dispositif d'aide est pris en application :

- du régime d'aide exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020.
- du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

### **Article 1 : Bénéficiaires des subventions régionales**

Sauf mention contraire, les bénéficiaires des subventions régionales accordées dans le cadre de la stratégie énergie-climat sont toutes les personnes morales.

Dans le cadre d'une opération réalisée en Délégation de Service Public, les bénéficiaires des subventions régionales sont les collectivités et leurs groupements en leur qualité de délégant, charge à elles de reverser la subvention régionale au délégataire.

### **Article 2 : Actions éligibles et subventions**

Les taux d'intervention régionaux définis dans le présent règlement constituent des maxima.

Pour être éligible à un soutien de la Région Île-de-France, toute demande de subvention doit précéder le démarrage des travaux et/ou prestations intellectuelles de l'opération envisagée, les dépenses éligibles des dossiers éligibles sont prises en compte à compter de la date de démarrage indiquée sur la fiche projet.

Le dépôt d'un dossier de demande de subvention ne vaut pas promesse de subvention et le fait qu'un projet soit éligible ne vaut pas attribution de subvention. Cette décision appartenant à la commission permanente de la Région.

La subvention de la Région est décidée par son assemblée délibérante, qui fixe son taux et son montant maximum, dans la limite du budget régional.

Règle de non-cumul : les subventions proposées dans ce règlement d'intervention ne sont pas cumulables avec un autre dispositif régional qui couvrirait les mêmes dépenses.

Basée sur la comparaison entre la solution du projet proposée par le dossier de demande de subvention et une solution de référence (lorsque cette comparaison est possible) l'analyse économique d'un projet permet de déterminer le montant de l'assiette des investissements éligibles et le juste niveau d'aide publique à attribuer au projet en ce qu'elle permet :

- d'analyser la faisabilité économique du projet (au travers, notamment, de l'indicateur de taux de rentabilité interne) afin d'apporter le juste niveau d'aide publique aux projets ;
- de faire respecter les plafonds de subvention s'imposant dans le cadre du régime d'aide exempté n° SA.59108, relatif aux aides à la protection de l'environnement pour la période 2014-2023, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014, modifié par les règlements 2017/1084 du 14 juin 2017 publié au JOUE du 20 juin 2017 et 2020/972 du 2 juillet 2020 publié au JOUE du 7 juillet 2020 ;
- de faire respecter les plafonds de subvention s'imposant dans le cadre du règlement n° 1407/2013 de la Commission européenne du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du traité aux aides de minimis.

Les actions éligibles, les dépenses éligibles et les subventions correspondantes sont présentées ci-après. La Région propose ainsi **des appels à projets, des appels à manifestation d'intérêt et des dispositifs complémentaires** afin d'inscrire résolument l'Île-de-France dans la transition énergétique.

La méthanisation fait l'objet d'un plan dédié voté au Conseil Régional du 21 novembre 2019.

## 1. Les appels à projets (AAP) et appels à manifestation d'intérêt (AMI)

Chaque appel à projets et appel à manifestation d'intérêt fera l'objet d'un règlement dédié venant préciser les critères d'éligibilité, ainsi que le calendrier à respecter.

Les axes d'analyse seront adaptés selon les appels à projets. Ces axes pourront être notamment les suivants :

- Le caractère innovant du projet
- L'acceptabilité du projet par les citoyens impactés par le projet
- La prise en compte de la transition écologique de manière globale dans le projet : performances énergétiques, prévention et gestion des déchets de chantier, qualité de l'air, préservation des ressources naturelles, le taux d'incorporation de matériaux bois et bio sourcés et l'origine géographique des matériaux utilisés et moyens de transformation utilisés, en privilégiant dans les deux cas les circuits courts.
- La production d'énergie thermique. Concernant les demandes de subvention portant sur ces installations, il devra être réalisé au préalable des études
  - o de potentiels EnR&R réalisée en amont qui montrera que la source d'ENR&R retenue est conforme à la priorisation des EnR&R telle qu'inscrite dans le SRCAE. A cet effet le maître d'ouvrage dispose de l'outil ENRChoix : <http://www.enrchoix.idf.ademe.fr/>)
  - o de faisabilité combinant analyse technique, économique, réglementaire et environnementale (incluant les analyses d'impact) mentionnées à l'article 4 et qui aura été réalisée par un bureau d'études indépendant du maître d'œuvre (sauf dérogation liée à une expertise publique ou une recherche infructueuse de compétences sur un domaine innovant ; ces points devront être dûment justifiés et des contre-expertises pourront être demandées).
- L'impact sur la création et / ou le maintien d'emplois locaux non délocalisables

- L'origine des financements et la répartition des retours sur investissement
- L'impact financier sur les usagers
- Le niveau de mobilisation de l'ingénierie régionale (utilisation de données issues du ROSE, de l'outil GESI, recours au Réseau Régional de la Transition Énergétique, ...)

Si nécessaire, la Région, se réserve le droit de consulter des partenaires institutionnels pour l'examen technique des dossiers de candidature reçus.

Le financement des études suivantes peut être demandé :

- Schéma directeur d'énergies renouvelables et de récupération
- Etude de faisabilité technique, économique, financière, juridique
- Accompagnement aux concertations publiques (hors concertation réglementaire)
- Etude des dépendances énergétiques des territoires

Les études à caractère obligatoire (étude d'impact, dossier ICPE, par exemple) ne sont pas éligibles à l'aide régionale.

Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

#### **a. Appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables**

Cet appel à projets vise à financer :

- Les schémas directeurs de réseaux de chaleur et de froid  
Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.
- Les créations et extensions de réseaux de chaleur et/ou de froid alimentés en énergies renouvelables et de récupération  
Aide régionale : jusqu'à 30% du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000€
- Les installations de géothermie superficielle, doublet de géothermie profonde, installations de récupération d'énergie fatale (dont UIOM, datacenter, eaux usées, ...)  
Aide régionale : jusqu'à 30% du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 2 000 000€ sauf pour l'aide aux doublets de géothermie profonde plafonnée à 3 000 000€.
- Les chaufferies biomasse  
Aide régionale :
  - o Si la production d'énergie de l'installation est inférieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 50% du montant des dépenses éligibles TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 500 000 €.
  - o Si la production d'énergie de l'installation est supérieure à 1 200 MWh/an : jusqu'à 30% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA des dépenses éligibles, plafonnée à 1 000 000 €.
- Les plateformes biomasse  
Aide régionale : jusqu'à 70% du montant TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, toutes aides publiques confondues dans la limite des 100 €/m<sup>3</sup> abrité, en cas de recours à une structure en bois.

#### **b. Appel à projets EnR&R – électricité renouvelable**

Cet appel à projets vise à financer :

- Les installations éoliennes ;
- Les installations photovoltaïques ;

- Les installations de production et de distribution d'hydrogène d'origine renouvelable et de récupération ;
- Les installations de production d'hydro électricité.

Aide régionale pour les investissements : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, et jusqu'à 80% pour les installations photovoltaïques, plafonnée à 2 000 000 €.

### **c. Appel à projets citoyens**

Cet appel à projets financera les initiatives citoyennes portées par des sociétés de projets dans lesquelles les personnes physiques et les collectivités sont majoritaires.

Il permettra :

- Le financement d'études de faisabilité  
Aide régionale de ces études : jusqu'à 80 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.
- Le financement des investissements  
Aide régionale : 80 % maximum du montant éligible, plafonnée à 200 000 €. La Région pourra verser une avance de subvention à la signature de la convention de 80 % du montant attribué.

### **d. Appel à projets rénovation énergétique**

Cet appel à projets portera sur les travaux de rénovation énergétique et climatique ambitieuse des bâtiments tertiaires publics pour les communes de moins de 20 000 habitants.

- Le financement de plans stratégiques patrimoniaux :  
Aide régionale de ces études : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.
- Le financement de travaux :  
Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 200 000 € ou 300 000 € en cas de production d'énergies renouvelables sur site ou d'usage de matériaux biosourcés à hauteur de 12 kg/m<sup>2</sup> de surface de plancher.

### **e. Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire**

Cet appel à projets portera sur la rénovation ambitieuse d'installations d'éclairage public et de gestion de l'éclairage public pour les communes de moins de 20 000 habitants, s'inscrivant dans une réflexion globale de l'éclairage du territoire dans un objectif de diminution de la pollution lumineuse et de création d'une trame noire.

- Le financement d'études pour un schéma directeur d'éclairage public (à bien distinguer des études permettant la mise en place de trame noire, ces dernières pouvant être accompagnées dans le cadre de la Stratégie Régionale de la Biodiversité)  
Aide régionale : jusqu'à 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.
- Le financement de travaux  
Aide régionale :

- jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des projets qui conduisent à une réduction par facteur 2 de la consommation énergétique sur le périmètre d'installations rénové ;
- jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des projets qui conduisent à une réduction au moins par un facteur 3 de la consommation énergétique sur le périmètre d'installations rénové ;

Ce taux d'intervention est majoré de 20 % en cas d'une extinction totale de l'éclairage public 5 heures par nuit.

L'aide régionale est plafonnée à 150 000 €.

L'aide est attribuée à la commune mais la demande peut-être regroupée par un EPCI tel qu'un syndicat d'énergie par exemple.

#### **f. Appel à projets innovants**

La transition énergétique étant un sujet évolutif, cette rubrique permettra l'émergence de projets innovants.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 1 000 000 €.

#### **g. L'AMI « Mobilisation des collectivités pour le développement de l'énergie solaire en Île-de-France »**

La Région lancera un appel à manifestation d'intérêt à destination des collectivités afin de les accompagner dans l'élaboration d'un diagnostic solaire.

En utilisant notamment le cadastre solaire, l'objectif est de réaliser un diagnostic des potentiels solaires des collectivités lauréates afin de révéler les opportunités d'installation de panneaux photovoltaïques sur le foncier et le bâti de leur territoire et de les accompagner dans l'identification des bons interlocuteurs techniques et financiers pour la réalisation des projets.

Ainsi cet AMI va permettre de :

- Mettre en avant les potentiels solaires issus du cadastre solaire ;
- Identifier le foncier disponible et adapté au développement de centrales solaires photovoltaïques ;
- Rassembler les initiatives communales et intercommunales pour les aider à atteindre une taille critique lorsqu'elle n'est pas atteinte ;
- Fournir un cadre technico-économique de référence aux collectivités territoriales ;
- Partager les bonnes pratiques et faciliter l'essor des projets en Île-de-France.

Ce dispositif fera l'objet d'une collaboration technique entre la Région et l'Institut Paris Région et notamment l'Agence Régionale Energie Climat (AREC) dès le début 2020.

#### **h. L'AMI « Innovation et structuration de la filière Hydrogène »**

La Région lancera un appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Innovation et structuration de la filière Hydrogène » à destination des collectivités et des entreprises afin de lever les freins à la structuration d'un réseau opérationnel de distribution de l'hydrogène : accessibilité et interopérabilité.

Ainsi cet AMI va permettre d'accompagner le développement d'un réseau de stations de recharge accessibles en aidant notamment :

- Le développement de stations ouvertes à terme, et de leur répartition spatiale en fonction des besoins et des stations déjà existantes ;
- La fourniture d'hydrogène en interopérabilité (350 et 700 bars) ;
- L'organisation de l'universalité des paiements ;
- La possibilité de conversion d'une station propriétaire en une station ouverte au public et interopérable ;
- Les innovations facilitant le développement de la filière hydrogène dans tous domaines (fluvial, réseaux...).

De plus, la démarche doit s'intégrer dans une cohérence de déploiement des points de distribution sur le territoire francilien.

Aide régionale : jusqu'à 30 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 400 000 €.

## **2. Le réseau de la transition énergétique**

Dans l'objectif de renforcer le réseau francilien de la transition énergétique, les fonctionnements de ces structures sont soutenus dans le cadre de programmes annuels d'actions énergie-climat des ALEC (Agences Locales de l'Energie) et structures assimilées.

Aide régionale : les modalités de financement sont fixées dans une convention reposant sur un socle de missions à exercer pour les particuliers, les collectivités et les entreprises. Le programme d'activités est suivi par des indicateurs permettant d'évaluer les résultats concrets.

### **Article 3 : Conditions administratives d'éligibilité**

#### Accueil de stagiaire(s) ou d'apprenti(s)

Les élus régionaux ont adopté, dans le cadre du rapport n° CR 08-16 du 18 février 2016, la mesure « 100 000 nouveaux stages pour les jeunes Franciliens ». Elle vise à favoriser l'accès des jeunes au marché du travail.

L'ensemble des structures subventionnées ont l'obligation d'accueillir au moins un stagiaire pendant une période de deux mois minimum.

Le bénéficiaire s'engage donc, au regard du montant prévisionnel de la subvention régionale, de ses capacités d'accueil et des plafonds légaux encadrant l'accueil des stagiaires, à accueillir des stagiaires - ou jeunes en alternance - pour une durée minimum de deux mois.

Dans le cadre d'une opération réalisée en Délégation de Service Public, l'engagement de recruter des stagiaires est porté par l'autorité délégante.

Cet engagement ne s'applique ni aux agriculteurs, ni aux syndicats de copropriétés ni aux projets citoyens.

#### Charte régionale des valeurs de la république et de la laïcité

Par délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017, modifiée par délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017, le Conseil régional a adopté la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité.

Avec cette charte, la Région entend promouvoir et faire respecter les valeurs de la République et le principe de laïcité dans tous les champs de son intervention, en garantissant à toutes et tous l'égalité de traitement, la liberté d'accès aux services, la non-discrimination, le refus des provocations, des violences et des incitations à la haine.

La Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité s'applique aux agents régionaux, mais également à tous les organismes soutenus par la Région et usagers des équipements et services publics régionaux.

La charte constitue donc une pièce obligatoire à fournir pour toute demande de subvention. Cette obligation s'applique à tous les candidats hors organismes publics (collectivités, EPCI et Etat).

#### Signature d'une convention

Le bénéficiaire devra également signer une convention, en double exemplaire, avec la Région sur la base du modèle type adopté par la Région pour chaque catégorie de subvention concernée (investissement simple, investissement avec délégation de service public, fonctionnement) dès lors que le montant de la subvention est supérieur ou égal à 23 000€ comme le stipule le règlement budgétaire et financier de la Région.

Ces conventions apportent des précisions sur les engagements des bénéficiaires sur les aspects financiers, administratifs et techniques mais également sur les engagements en matière d'information et de communication.

### **Article 4 : Composition du dossier de demande de subvention**

Pour tout projet, le bénéficiaire doit présenter un dossier de demande de subvention complet, comportant à minima les pièces suivantes et sauf dérogation (liste complétée et précisée dans les cahiers des charges des AAP et AMI).

Concernant le volet administratif :

- la fiche administrative dûment complétée ;
- la charte de la laïcité et des valeurs de la République signée ;
- la lettre portant engagement de recruter des stagiaires signée ;
- la preuve de l'intégration du projet dans un cadre d'engagement signé avec la Région ;
- le RIB du bénéficiaire ;
- pour les associations : le bilan et le compte de résultats synthétiques les plus récents.

Concernant le volet technico-économique du projet :

- la fiche technique spécifique au projet ;
  - tout rapport d'études préalables aux travaux (études de faisabilité, audits, diagnostics,...) ;
  - une note situant le projet au sein du contexte énergétique local (PCAET, consommateurs associés,...) ;
- Le plan d'affaires de l'opération.

A noter que pour les études, le porteur de projet présentera uniquement :

- la fiche administrative, dûment complétée ;
- le cahier des charges de l'étude pour laquelle il sollicite la Région ;
- un devis, le cas échéant.

Les dossiers sont à déposer sur la plateforme régionale des aides :  
<https://mesdemarches.iledefrance.fr>



## **Annexe n° 3 : Fiches projets Stratégie énergie climat**

**DOSSIER N° 22000126 - Energie partagée : soutien au développement de l'accompagnement des projets citoyens d'énergie renouvelable 2022**

**Dispositif** : Soutien des structures dans le secteur de l'environnement (n° 00000446)

**Délibération Cadre** : CR108-13 du 21/11/2013

**Imputation budgétaire** : 937-71-6574-171008-1700

Action : 17100803- Soutien aux associations et organismes oeuvrant pour l'environnement

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Soutien des structures dans le secteur de l'environnement	187 400,00 € TTC	34,69 %	65 000,00 €
Montant total de la subvention			65 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION ENERGIE PARTAGEE

Adresse administrative : 16 QUAI DE LA LOIRE  
75019 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Johann VACANDARE, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : réalisation du programme 2022 d'actions pour le développement des projets citoyens d'énergie renouvelable en Île-de-France.

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Accompagnement des projets sur l'ensemble de l'année dès le mois de janvier 2022.

**Description :**

1. Développer des projets d'envergure

Énergie Partagée s'engage à faciliter la mise en relation et la coopération des acteurs de l'énergie et d'identifier des opportunités de projets avec les collectivités, les SEM, les développeurs privés et les collectifs citoyens. Un travail spécifique sera engagé pour initier une diversification des filières.

2. Consolider les modèles économiques des projets

La réflexion sur la mutualisation entre coopératives citoyennes a amené à un changement de paradigme : il semble plus pertinent d'essaimer les projets en s'appuyant sur les coopératives existantes, dans une logique de bassin de vie, et non en multipliant le nombre de coopératives locales. Énergie Partagée s'engage à accompagner en 2022 le rapprochement entre collectifs pour mutualiser les structures juridiques et grossir les grappes de toitures photovoltaïques.

Un travail spécifique sera engagé avec les porteurs de projet sur les thématiques photovoltaïques au sol, projets en autoconsommation et vente de gré à gré.

Par ailleurs, le partenariat mis en place en 2021 avec Enedis pour faciliter les raccordements, sera poursuivi.

### 3. Sensibiliser et mobiliser les collectivités

Énergie Partagée poursuivra son action de sensibilisation et de formation des acteurs publics en 2022 pour inciter les collectivités à s'engager dans des projets.

Des ateliers ou visites de site à destination des acteurs des collectivités et institutions sur le renforcement de l'accompagnement territorial au développement des énergies renouvelables et en particulier des projets citoyens seront organisés.

Le travail de formation des conseillers en agence locale de l'énergie et du climat sera poursuivi.

### 4. Initier la formation dédiée aux actions pédagogiques de maîtrise de l'énergie.

L'objectif est de développer la sensibilisation à la transition énergétique, les actions pédagogiques de maîtrise de la demande d'énergie et la lutte contre la précarité énergétique.

Des partenariats pourront être tissés avec d'autres acteurs et des outils créés dans le cadre d'un groupe de travail régional et d'un atelier thématique national.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CR 108-13 du 21 novembre 2013 la subvention au titre du soutien aux structures dans le secteur de l'environnement est composée du soutien aux têtes de réseau d'un montant maximum de 50 000 € s'élevant à 50 % des dépenses éligibles, soit 50 000 €, et au titre du module du « dispositif thématique » d'un montant de 15 000 € au taux de 50 % (module plafonné à 50 000 € avec un taux maximal de 70 %). Le total de la subvention s'élève à 65 000 €.

**Localisation géographique :** REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Personnel pour l'animation et la coordination	130 000,00	69,37%
Charges de fonctionnement	26 000,00	13,87%
Prestations externes	18 000,00	9,61%
Frais de missions	13 400,00	7,15%
Total	187 400,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	65 000,00	34,69%
ADEME	65 000,00	34,69%
MGP	45 000,00	24,01%
Fonds propres	12 400,00	6,62%
Total	187 400,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061377 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - Association pour la transition énergétique à Ville d'Avray**

**Dispositif** : Aides aux études (n° 00001147)

**Délibération Cadre** : CP2020-276 du 01/07/2020

**Imputation budgétaire** : 907-75-20421-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	13 800,00 € TTC	35,00 %	4 830,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		4 830,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASSOCIATION POUR LA TRANSITION  
ENERGETIQUE ET ECOLOGIQUE A VILLE  
D'AVRAY

Adresse administrative : 15 AVENUE GAMBETTA  
92410 VILLE-D'AVRAY

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Claude CEDOU, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : l'étude de faisabilité pour une PAC sur champ de sonde.

**Dates prévisionnelles** : 11 octobre 2021 - 25 février 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'objectif est de pouvoir mettre en place la PAC au plus tôt de la saison de chauffe.

**Description :**

L'association de transition énergétique et écologique de la ville d'Avray (Ateeva) est une association de citoyens dont l'objectif est la transition écologique du territoire de la commune de Ville d'Avray.

Cette étude vise à remplacer une chaudière au fioul par une pompe à chaleur sur champ de sondes géothermiques verticales pour le chauffage et la fourniture en eau chaude sanitaire d'un immeuble de logements collectifs. Deux études de pré-faisabilité permettant d'identifier la consommation thermique des bâtiments, les conditions nécessaires pour pouvoir être éligibles à l'aide régionale ainsi que l'étude d'un potentiel géothermique ont été réalisées.

Seront ainsi étudiés les besoins thermiques du site, l'adéquation entre les besoins, les contraintes de surface et les ressources du sous-sol. Un dimensionnement des équipements et un bilan thermique, économique et environnemental sera proposé.

L'objectif à terme est d'atteindre le label BBC avec un taux d'EnR de 70 %, afin d'entraîner des

démarches similaires sur les autres copropriétés de Ville d'Avray.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément à la délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation d'études de faisabilité dans le cadre de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables est, au maximum, de 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Selon le régime SA.59108, ATEEVA étant une petite entreprise, le taux maximum d'intensité de l'aide est fixé à 70 % de l'investissement total.

**Localisation géographique :**

■ VILLE-D'AVRAY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)			Recettes (€)		
Libellé	Montant	%	Libellé	Montant	%
Recueil de données	1 800,00	13,04%	Région Île-de-France	4 830,00	35,00%
Etude techniques	4 800,00	34,78%	Subvention ADEME (sollicitée)	4 830,00	35,00%
Dimensionnement du système	7 200,00	52,17%	Copropriété	4 140,00	30,00%
Total	13 800,00	100,00%	Total	13 800,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

**DOSSIER N° EX061378 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - CA de Marne et Gondoire**

**Dispositif** : Aides aux études (n° 00001147)

**Délibération Cadre** : CP2020-276 du 01/07/2020

**Imputation budgétaire** : 907-75-204141-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	31 818,00 € TTC	35,00 %	11 136,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		11 136,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION  
MARNE ET GONDOIRE

Adresse administrative : DOMAINE DE RENTILLY  
77600 BUSSY SAINT MARTIN

Statut Juridique : Communauté d'Agglomération

Représentant : Monsieur Jean-Paul MICHEL, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : schéma directeur des réseaux de chaleur de Bussy-Saint-Georges.

**Dates prévisionnelles** : 18 octobre 2021 - 31 janvier 2021

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : L'étude doit débuter dès la fin de l'année 2021 afin de développer au plus vite le réseau de chaleur.

**Description :**

La communauté d'agglomération souhaite engager une démarche complète de schéma directeur des réseaux de chaleur avec :

Phase 1 – Etat des lieux et diagnostic du réseau de chaleur existant et recensement des consommateurs potentiels :

- Analyse des indicateurs de performances et des données caractéristiques du réseau existant ;
- Recensement des besoins thermiques sur le territoire.

Phase 2 – Elaboration des scénari d'évolution des réseaux de chaleur :

- Elaboration des pistes d'évolution ;
- Elaboration des scénarios à partir des pistes d'évolution.

Phase 3 – Analyse multicritères des scénari d'évolution des réseaux de chaleur retenus :

- Analyse économique ;
- Analyse environnementale.

Phase 4 – Finalisation du schéma directeur des réseaux de chaleur - Elaboration du plan d'actions du scénario retenu.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément à la délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation des schémas directeurs de réseau de chaleur et de froid est, au maximum, de 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :**

 BUSSY-SAINT-GEORGES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etat des lieux et diagnostic du réseau, et recensement des consommateurs potentiels	8 184,00	25,72%
Elaboration des scénarios d'évolution	11 514,00	36,19%
Analyse multicritères des scénarios d'évolution	4 974,00	15,63%
Finalisation du schéma directeur	7 146,00	22,46%
Total	31 818,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	11 136,00	35,00%
ADEME	11 136,00	35,00%
Fonds propres	9 546,00	30,00%
Total	31 818,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061379 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - SIPPEREC - Régie Génio - Bobigny Drancy**

**Dispositif** : Aides aux études (n° 00001147)

**Délibération Cadre** : CP2020-276 du 01/07/2020

**Imputation budgétaire** : 907-75-204141-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	94 380,00 € HT	35,00 %	33 033,00 €
Montant total de la subvention			33 033,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SIPPEREC SYND INTERCO PERIPHERIE  
PARIS ENERGIES RESEAUX  
COMMUNICATION REGIE GENYO

Adresse administrative : 175 RUE DE BERCY  
75012 PARIS

Statut Juridique : Syndicat Mixte Communal

Représentant : Monsieur Jacques J P MARTIN, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : étude de faisabilité sur le territoire ouest de Bobigny et Drancy.

**Dates prévisionnelles** : 1 octobre 2021 - 1 août 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Cette étude a dû débuter dès la fin de l'année 2021 afin que ses résultats puissent s'inscrire dans l'opération d'extension du réseau de chaleur.

**Description :**

Cette étude de faisabilité a pour objectif de considérer l'ensemble des opérations et projets en cours sur les 2 communes concernées et celles avoisinantes, d'où la nécessité de démarrer cette étude sans attendre.

Elle vise aussi à identifier le potentiel existant sur le territoire ouest des villes de Bobigny et Drancy, afin de mettre en oeuvre une solution de production de chaleur vertueuse mutualisée et de valoriser au travers d'un réseau de chauffage urbain.

Différents scénarios pourront être étudiés en fonction des énergies présentes et selon les besoins énergétiques identifiés.

L'étude permettra de :

- identifier les besoins énergétiques du patrimoine ;
- définir des scénarios et d'évaluer la solution la plus adaptée au développement du réseau ;
- établir un bilan financier des investissements et coûts d'exploitation afin de définir un prix de la chaleur compétitif ;





- choisir le mode de portage du projet le plus intéressant au niveau juridique.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément à la délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, l'aide régionale pour la réalisation d'études de faisabilité dans le cadre de l'appel à projets EnR&R - chaleur et froid renouvelables - est, au maximum, de 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

**Localisation géographique :**

-  BOBIGNY
-  DRANCY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	94 380,00	100,00%
Total	94 380,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	33 033,00	35,00%
ADEME	33 033,00	35,00%
Fonds propres	28 314,00	30,00%
Total	94 380,00	100,00%

**DOSSIER N° 22000127 - Stratégie Energie-Climat : Aide aux études - SEMMARIS - Schéma directeur - Marché de Rungis**

**Dispositif** : Aides aux études (n° 00001147)

**Délibération Cadre** : CP2020-276 du 01/07/2020

**Imputation budgétaire** : 907-75-20421-175001-1700

Action : 17500106- Energies renouvelables

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aides aux études	38 150,00 € HT	25,00 %	9 537,50 €
Montant total de la subvention			9 537,50 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEMMARIS

Adresse administrative : 1 RUE DE LA TOUR  
94150 RUNGIS CEDEX

Statut Juridique : Société Anonyme

Représentant : Monsieur Stéphane LAYANI, Président directeur général

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : schéma directeur de la SEMMARIS sur le marché de Rungis.

**Dates prévisionnelles** : 2 novembre 2021 - 2 mai 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La réalisation de ce schéma directeur doit débiter au début de l'hiver.

**Description :**

Il s'agit de la réalisation d'un schéma directeur du réseau de chaleur de la SEMMARIS, identité gestionnaire du réseau de chaleur de Rungis. Ce réseau de chaleur est aujourd'hui alimenté en majorité par l'usine de valorisation de déchets de la RIVED.

Une interconnexion avec le réseau du SICUCV (syndicat intercommunal de chauffage urbain de Choisy-Vitry) permet aussi d'exporter ou d'importer de la chaleur en fonction des besoins et des productions des deux réseaux.

L'objectif de ce schéma est d'étudier :

- les évolutions du réseau de chaleur et les impacts techniques, économiques sur les installations de production, de distribution et de livraison de chaleur ;
- le développement de la production d'énergie renouvelable ainsi que les extensions envisageables pour ce réseau de chaleur.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Conformément à la délibération n° CP 2020-276 du 1er juillet 2020, l'aide régionale pour l'aide à la réalisation des schémas directeurs de réseau de chaleur et de froid est, au maximum, de 50 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA, plafonnée à 50 000 €.

Selon le régime SA.59108, SEMMARIS étant une grande entreprise, le taux maximum d'intensité de l'aide est fixé à 50 % de l'investissement total.

**Localisation géographique :**

■ RUNGIS

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

**PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR**

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Etude	38 150,00	100,00%
Total	38 150,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	9 537,50	25,00%
Subvention ADEME (sollicitée)	9 537,50	25,00%
Fonds propres	19 075,00	50,00%
Total	38 150,00	100,00%

La Région informe le bénéficiaire que cette aide est allouée sur la base du ou des régime(s) d'aides : SA.59108 Environnement (ex SA.40405) adopté sur la base du RGEC 651/2014 publié au JOUE du 26/06/2014 tel que modifié par les règlements 2017/1084 du 14/06/2017 publié au JOUE du 20/06/2017 et 2020/972 du 2/07/2020 publié au JOUE du 07/07/2020, relatif à : aides aux études environnementales

**DOSSIER N° EX061782 - AAP Modernisation de l'éclairage public - commune du Port-Marly (78)**

**Dispositif** : Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R (n° 00001154)

**Délibération Cadre** : CP2020-276 du 01/07/2020

**Imputation budgétaire** : 907-75-204142-175001-1700

Action : 17500105- Efficacité énergétique et SEM

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Régionale Energie-Climat – Développement des EnR&R	186 022,70 € HT	16,13 %	30 000,00 €
Montant total de la subvention			30 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : COMMUNE DU PORT MARLY  
Adresse administrative : 13 AVENUE SIMON VOUET  
78560 LE PORT MARLY  
Statut Juridique : Commune  
Représentant : Monsieur Cédric PEMBA-MARINE, Maire

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : remplacement de 322 luminaires

**Dates prévisionnelles** : 1 novembre 2021 - 1 novembre 2023

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : La commune du Port-Marly souhaite démarrer au plus vite son projet de modernisation de l'éclairage public afin de limiter les consommations énergétiques, réduire les dépenses communales et agir en faveur de la faune nocturne.

**Description :**

La commune du Port-Marly (78) (5 423 habitants) souhaite moderniser son parc d'installation d'éclairage public à travers la mise en place d'un Schéma directeur d'aménagement lumière pour anticiper et contrôler le besoin communal en luminosité et ainsi limiter la pollution lumineuse.

L'opération consiste à remplacer 322 luminaires encore vétustes par des luminaires LED.

Les luminaires installés devront répondre, a minima, aux caractéristiques imposées par l'arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses.

L'opération devrait conduire, à terme, à une économie d'énergie annuelle d'un facteur 2 minimum pour la commune et à une réduction de la pollution lumineuse au bénéfice de la faune nocturne.

Les coûts éligibles sont la rénovation des luminaires extérieurs fonctionnels.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

**Détail du calcul de la subvention :**

Application du RI adopté par délibération CP n° 2020-276 du 1er juillet 2020 "Appel à projets réduction de l'impact de la pollution lumineuse et création de trame noire" avec une aide régionale pour les investissements jusqu'à 20 % du montant éligible TTC ou HT en cas de récupération de la TVA pour des travaux conduisant à une réduction de la consommation énergétique d'un facteur 2 ou supérieur, plafonnée à 150 000 €.

**Localisation géographique :**

■ LE PORT-MARLY

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

<b>PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR</b>
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme récupère tout ou partie de la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Equipement d'éclairage	186 022,70	100,00%
Total	186 022,70	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	30 000,00	16,13%
Fonds propres	156 022,70	83,87%
Total	186 022,70	100,00%

## **Annexe n° 4 : Fiches projets de soutien aux structures locales de la transition énergétique**

**DOSSIER N° EX061707 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - Seine-et-Marne Environnement (SEME) - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	968 000,00 € TTC	7,75 %	75 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		75 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SEINE-ET-MARNE ENVIRONNEMENT  
Adresse administrative : 18 ALLEE GUSTAVE PRUGNAT  
77250 MORET LOING ET ORVANNE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Béatrice RUCHETON, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

Seine et Marne Environnement intervient sur le département de la Seine-et-Marne qui dénombre 1 303 702 habitants

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains dédiés au socle des missions : 19,1 ETP dont

0,7 ETP direction  
2,4 ETP fonctions support  
14 ETP cible 1 : particuliers  
1 ETP cible 2 : professionnels  
1 ETP cible 3 : collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

**Localisation géographique :** SEINE ET MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	968 000,00	84,03%
Achats	55 100,00	4,78%
Services Extérieurs	64 000,00	5,56%
Autres services extérieurs	64 900,00	5,63%
Total	1 152 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	75 000,00	6,51%
Département de Seine-et-Marne (77)	100 000,00	8,68%
Collectivités	477 000,00	41,41%
Programme SARE	500 000,00	43,40%
Total	1 152 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX061717 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - SOLIHA Paris  
- Hauts de Seine - Val d'Oise - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	546 790,00 € TTC	13,20 %	72 150,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		72 150,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : SOLIHA PARIS HAUTS DE SEINE VAL D OISE PACTE DE PARIS  
Adresse administrative : 29 RUE TRONCHET  
75008 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Philippe DE NIJS, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

Soliha intervient sur les départements des Hauts-de-Seine et du Val d'Oise.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains mis à disposition 10,5 ETP :

0,5 ETP direction

0,4 ETP fonctions supports

7,9 ETP cible particuliers

1 ETP cible professionnels

0,7 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.


Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

#### Localisation géographique :

 HAUTS DE SEINE

 VAL D'OISE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	546 790,00	100,00%
Total	546 790,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	72 150,00	13,20%
Programme SARE	457 801,00	83,73%
Fonds propres	16 839,00	3,08%
Total	546 790,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061726 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - association  
Energies Solidaires - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	490 000,00 € TTC	10,41 %	58 472,25 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		58 472,25 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ASS ENERGIES SOLIDAIRES  
Adresse administrative : 120 AVENUE DU PORT  
78955 CARRIERES SOUS POISSY  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Alain GAURAT APELLI, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'association Energies Solidaires intervient sur le territoire nord des Yvelines qui dénombre 152 communes et représente 784 483 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider

à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains dédiés au socle des missions 12 ETP :

1 ETP direction  
0,5 ETP fonctions supports  
7,5 ETP cible particuliers  
1 ETP cible professionnels  
2 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

**Localisation géographique :** YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	490 000,00	87,27%
Services extérieurs	53 380,00	9,51%
Impôts et taxes	12 250,00	2,18%
Dotations aux amortissements et aux provisions	3 300,00	0,59%
Achats	2 570,00	0,46%
Total	561 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	58 472,25	10,41%
ADEME	60 000,00	10,69%
Programme SARE	202 000,00	35,98%
Collectivités	226 000,00	40,25%
Fonds propres	15 027,75	2,68%
Total	561 500,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061727 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - CAUE 94 - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	661 407,00 € TTC	10,39 %	68 711,20 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		68 711,20 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CAUE CONSEIL ARCHITEC URBANISME ENVIRONNEMENT  
Adresse administrative : 36 RUE EDMOND NOCARD  
94700 MAISONS-ALFORT  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Sabine PATOUX, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

Le CAUE intervient sur l'ensemble du Département du Val-de-Marne.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains dédiés au socle des missions 10.5 ETP :

0,5 ETP direction

0,4 ETP fonctions supports

7,9 ETP cible particuliers

1 ETP cible professionnels

0,7 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

**Localisation géographique :** VAL DE MARNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	661 407,00	100,00%
Total	661 407,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	68 711,20	10,39%
Programme SARE	313 080,00	47,34%
Conseil Départemental	94 948,00	14,36%
Collectivités	138 105,00	20,88%
Fonds propres	46 562,80	7,04%
Total	661 407,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061728 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - conseil départemental de l'Essonne - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-65733-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	522 000,00 € TTC	9,19 %	47 950,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		47 950,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE  
Adresse administrative : BOULEVARD DE FRANCE  
91000 EVRY  
Statut Juridique : Département  
Représentant : Monsieur François DUROVRAY, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

Le Département anime la plateforme départementale de la rénovation énergétique "Rénover Malin" depuis 2014 et décline le socle des 3 missions prévu à la convention avec pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider

à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains pour réaliser le socle des missions 13 ETP :

0,5 ETP Direction

4 ETP Fonctions supports

7.5 ETP Cible particuliers

0,5 ETP Cible professionnels

0,5 ETP Cible collectivité

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

**Localisation géographique :** ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	522 000,00	100,00%
Total	522 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	47 950,00	9,19%
Fonds propres	474 050,00	90,81%
Total	522 000,00	100,00%



**DOSSIER N° EX061729 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - Grand Paris  
Seine Ouest énergie - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	412 500,00 € TTC	10,50 %	43 330,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		43 330,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : GPSO ENERGIE GRAND PARIS SEINE  
OUEST ENERGIE  
Adresse administrative : 2 RUE DE PARIS  
92190 MEUDON  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Christiane BARODY-WEISS, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

Grand Paris Seine Ouest intervient sur tout le territoire de la Communauté d'agglomération Grand Paris Seine Ouest qui représente plus de 310 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains mis à disposition 8,9 ETP :

0,8 ETP direction

2 ETP fonction supports

4,6 ETP cible particuliers

0,5 ETP cible professionnels

1 ETP cible collectivités

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois, compte tenu des conditions matérielles d'accueil et d'encadrement.

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

**Localisation géographique :** GRAND PARIS SEINE OUEST (EPT3)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	412 500,00	100,00%
Total	412 500,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	43 330,00	10,50%
Collectivités	165 000,00	40,00%
Programme SARE	180 000,00	43,64%
Fonds propres	24 170,00	5,86%
Total	412 500,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061730 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - ALEC Ouest Essonne - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	605 000,00 € TTC	12,40 %	75 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		75 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ALEC OUEST ESSONNE AGENCE LOCALE DE L ENERGIE ET DU CLIMAT OUEST ESSONNE

Adresse administrative : 13 VOIE LA CARDON PARC GUTENBERG 91120 PALAISEAU

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Nathalie FRANCESETTI, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'ALEC Ouest Essonne intervient auprès de 3 EPCI qui représentent près de 500 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains mis à disposition 14 ETP :

1 ETP direction  
1 ETP fonction supports  
7,5 ETP cible particuliers  
1 ETP cible professionnels  
3,5 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

**Localisation géographique :** ESSONNE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	605 000,00	68,21%
Achats	159 000,00	17,93%
Services extérieurs	57 000,00	6,43%
Autres services extérieurs	40 000,00	4,51%
Impôts et taxes	26 000,00	2,93%
Total	887 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	75 000,00	8,46%
ADEME	90 000,00	10,15%
Conseil Départemental	55 000,00	6,20%
Programme SARE	200 000,00	22,55%
Collectivités	374 000,00	42,16%
Aides privées	78 000,00	8,79%
Autres produits de gestion courante	15 000,00	1,69%
Total	887 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061731 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - ALEC SQY - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	499 822,00 € TTC	15,01 %	75 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		75 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ALEC SQY AGENCE LOCALE DE L  
ENERGIE ET DU CLIMAT DE SAINT  
QUENTIN EN YVELINES

Adresse administrative : 7 BIS AVENUE PAUL DELOUVRIER  
78180 MONTIGNY LE BRETONNEUX

Statut Juridique : Association

Représentant : Monsieur Jean-Baptiste HAMONIC, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'ALEC de Saint Quentin en Yvelines intervient auprès de 107 communes dans le centre et sud du département des Yvelines qui représentent près de 650 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment

et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains dédiés au socle des missions 9,8 ETP :

2,9 ETP direction et fonctions supports

4,4 ETP cible particuliers

0,5 ETP cible professionnels

2 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

#### Localisation géographique :

 YVELINES

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	499 822,00	100,00%
Total	499 822,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	75 000,00	15,01%
Collectivités	192 082,00	38,43%
Conseil départemental des Yvelines	160 000,00	32,01%
Fonds propres	72 740,00	14,55%
Total	499 822,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061735 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - ALEC Sud parisienne - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	269 000,00 € TTC	15,00 %	40 350,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 350,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : ALEC SUD PARISIENNE  
Adresse administrative : 1 BOULEVARD DE L'ECOUTE S'IL PLEUT  
91000 EVRY COURCOURONNES  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Serge MERDIECA, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'ALEC Sud Parisienne intervient sur le territoire de 32 communes qui dénombrent plus de 500 000 habitants sur le département de l'Essonne.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 : auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 : auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains pour la réalisation du socle des missions 6 ETP :

0,5 ETP Direction

0,5 ETP fonctions supports

4 ETP cible 1 particuliers

0,5 ETP cible 2 professionnels

0,5 ETP cible 3 collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

#### Localisation géographique :

-  CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (91-ESSONNE)
-  CA GRAND PARIS SUD SEINE ESSONNE SENART (77-SEINE ET MARNE)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	269 000,00	100,00%
Total	269 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 350,00	15,00%
Conseil Départemental	134 000,00	49,81%
Collectivités	90 000,00	33,46%
Aides privées	4 650,00	1,73%
Total	269 000,00	100,00%



**DOSSIER N° 21010875 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique – MVE -  
Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	1 343 200,00 € TTC	5,58 %	75 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		75 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : MAITRISEZ VOTRE ENERGIE  
Adresse administrative : 35 AVENUE DE LA RESISTANCE  
93100 MONTREUIL  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Mireille ALPHONSE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'ALEC MVE intervient sur le territoire de 24 collectivités réparties sur les départements de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne et qui dénombrent plus d'1 300 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains dédiés au socle des missions 23 ETP :

1 ETP direction  
3 ETP fonctions supports  
13 ETP cible particuliers  
2 ETP cible professionnels  
4 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

#### Localisation géographique :

- EST ENSEMBLE (EPT8)
- GRAND PARIS GRAND EST (EPT9)
- PARISESTMARNE&BOIS (EPT10)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	1 343 200,00	100,00%
Total	1 343 200,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	75 000,00	5,58%
Programme SARE	791 343,00	58,91%
Collectivités	476 857,00	35,50%
Total	1 343 200,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061745 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - ALEC Paris Ouest la Défense (POLD) - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	378 320,00 € TTC	10,57 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE ET DU CLIMAT DE PARIS OUEST LA DEFENSE  
Adresse administrative : 53 RUE DE L'AIGLE  
92250 LA GARENNE COLOMBES  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Véronique JACQUELINE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'ALEC POLD intervient sur le territoire de l'Etablissement Public Territorial Paris Ouest la Défense qui dénombre 560 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

-Mission 1 : auprès des particuliers : Assurer sur l'habitat des particuliers sur les aspects sobriété, rénovation / amélioration de la performance énergétique et énergies renouvelables et décarbonées ; le conseil personnalisé aux particuliers, les accompagner dans leurs projets et en effectuer le suivi

-Mission 2 : auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie

-Mission 3 : auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains dédiés au socle des missions 6 ETP :

0,5 ETP direction  
1,5 ETP fonctions supports  
2 ETP cible particuliers  
1 ETP cible professionnels  
1 ETP cible collectivité

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

#### Localisation géographique :

■ PARIS OUEST LA DEFENSE (EPT4)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	295 870,00	78,21%
Achats	9 500,00	2,51%
Services extérieurs	4 450,00	1,18%
Autres services extérieurs	60 000,00	15,86%
Impôts et taxes	1 500,00	0,40%
Dotations aux amortissements, provisions	7 000,00	1,85%
Total	378 320,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	10,57%
Métropole du Grand Paris	74 000,00	19,56%
EPT Paris Ouest la Défense	75 000,00	19,82%
Programme SARE	178 940,00	47,30%
Cotisations, dons manuels ou legs	6 000,00	1,59%
Autres financements	4 380,00	1,16%
Total	378 320,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061770 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - Paris Terres d'Envol - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	366 000,00 € TTC	10,93 %	40 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		40 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE PARIS  
TERRES D'ENVOL  
Adresse administrative : 22 AVENUE DES NATIONS 93420 VILLEPI  
93420 VILLEPINTE  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Madame Marwa BRAIHIM, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L'ALEC Paris Terres d'Envol fédère huit villes de Seine-Saint-Denis qui représentent près de 367 000 habitants.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer le conseil personnalisé des particuliers sur les aspects de sobriété, de rénovation, d'amélioration de la performance énergétique de leur habitat et de l'usage des énergies renouvelables et décarbonées.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains mis à disposition 7 ETP :

- 1 ETP direction
- 1 ETP fonction supports
- 3 ETP cible particuliers
- 1 ETP cible professionnels
- 1 ETP cible collectivités

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

**Localisation géographique :** PARIS TERRES D'ENVOL (EPT7)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

#### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	366 000,00	75,00%
Achats	15 000,00	3,07%
Services extérieurs	44 000,00	9,02%
Autres services extérieurs	47 000,00	9,63%
Impôts et taxes	9 000,00	1,84%
Autres charges de gestion courante	7 000,00	1,43%
Total	488 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	40 000,00	8,20%
Collectivités	190 000,00	38,93%
Aides privées	7 000,00	1,43%
Conseil Départemental	18 000,00	3,69%
Programme SARE	213 000,00	43,65%
Fonds propres	20 000,00	4,10%
Total	488 000,00	100,00%

**DOSSIER N° EX061846 - Soutien aux structures locales de la transition énergétique - Agence Parisienne du Climat - Soutien au programme d'actions 2022**

**Dispositif** : Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique (n° 00000195)

**Délibération Cadre** : CP2019-247 du 03/07/2019

**Imputation budgétaire** : 937-75-6574-175001-1700

Action : 17500104- Actions d'intérêt général dans le domaine de l'énergie

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Stratégie Energie-Climat – Soutien aux structures locales de la transition énergétique	1 446 625,00 € TTC	5,18 %	75 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		75 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : L AGENCE PARISIENNE DU CLIMAT

Adresse administrative : 3 RUE FRANCOIS TRUFFAUT  
75012 PARIS

Statut Juridique : Association

Représentant : Madame Fatoumata KONE, Présidente

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : accompagner les particuliers, les collectivités et les professionnels dans leur transition énergétique

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Ce projet se déroule sur une année civile.

**Description :**

L' Agence Parisienne du Climat intervient sur le territoire de la Ville de Paris.

Le socle des 3 missions prévu à la convention a pour objectif de : soutenir, en proximité, l'ambition climatique des territoires pour accélérer la transition énergétique.

Mission 1 auprès des particuliers : Assurer sur l'habitat des particuliers sur les aspects sobriété, rénovation / amélioration de la performance énergétique et énergies renouvelables et décarbonées ; le conseil personnalisé aux particuliers, les accompagner dans leurs projets et en effectuer le suivi.

Mission 2 auprès des professionnels : Faire émerger une offre privée adaptée à un marché en croissance bénéficiant d'une action publique concertée en mobilisant les professionnels de la rénovation du bâtiment et du domaine de l'Energie.

Mission 3 auprès des collectivités : Aider les collectivités à affiner leur stratégie de territoire puis les aider

à la décliner en tenant compte des orientations supra territoriales.

L'année 2022 sera marquée par le déploiement du service d'accompagnement à la rénovation énergétique (SARE) dont le programme national est en parti assuré par la structure sur son périmètre. Au 1er janvier 2022, le service public de la rénovation de l'habitat évolue également avec une animation en réseau unique et sous une nouvelle marque « France Rénov' ».

Moyens humains mis à disposition 23 ETP :

1 ETP direction  
4 ETP fonction supports  
16 ETP cible particuliers  
2 ETP cible professionnels

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.


Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 2 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

#### Détail du calcul de la subvention :

Conformément au règlement d'intervention adopté par délibération n° CP 2019-247 du 3 juillet 2019 la subvention s'élève à 15 % des dépenses éligibles, avec un plancher de 40 000 € et un plafond de 75 000 € par structure et par an, Ce règlement est basé sur la stratégie énergie climat, adoptée par délibération n° CR 2018-016 du 3 juillet 2018.

Toutefois et afin de respecter le solde disponible sur la ligne budgétaire dédiée, le montant de la subvention reprend celui octroyé à cette structure en 2021.

#### Localisation géographique :

 VILLE DE PARIS (EPT1)

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

### PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Charges de personnel	1 356 210,00	93,75%
Impôts et taxes	90 415,00	6,25%
Total	1 446 625,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	75 000,00	5,18%
ADEME	50 000,00	3,46%
Collectivités	1 261 000,00	87,17%
Autres produits	60 625,00	4,19%
Total	1 446 625,00	100,00%



## **Annexe n° 5 : Fiches projets Airparif**

**DOSSIER N° 21010869 - 1ère affectation au titre de l'aide aux investissements d'Airparif pour 2022**

**Dispositif** : Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF (n° 00000575)

**Délibération Cadre** : CR114-16 du 17/06/2016

**Imputation budgétaire** : 907-73-20422-173001-1700

Action : 17300101- Investissement et études d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide aux projets d'investissement de l'association AIRPARIF	456 000,00 € TTC	100,00 %	456 000,00 €
	<b>Montant total de la subvention</b>		456 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR  
POLLUT ATMOSP  
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON  
75004 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Objet du projet** : première affectation au titre de l'aide aux investissements d'Airparif pour 2022

**Dates prévisionnelles** : 28 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

**Description :**

Le programme d'investissement d'Airparif concerne principalement le matériel nécessaire pour le réseau de mesure, la métrologie et la chimie, notamment :

- le renouvellement d'analyseurs (dioxyde d'azote, particules, ozone) de matériel associé (climatisation, châssis d'acquisition de données) ;
- l'agrandissement d'une station de mesure ;
- l'acquisition de nouveaux équipements de mesures des polluants notamment des préleveurs d'hydrocarbures aromatiques monocycliques ;
- des équipements pour le laboratoire de métrologie et d'innovations, notamment des micro-capteurs, et l'extension du laboratoire d'étalonnage.

Ce programme prévoit des investissements pour les services généraux de l'association, isolation énergétique du bâtiment du siège d'AIRPARIF notamment, remplacement de deux véhicules de service, reconfiguration de locaux du siège.

Il comporte également l'achat de matériel informatique (serveurs etc), logiciels et serveurs de stockage de données et des prestations pour poursuivre le développement du site internet (version anglaise, espace adhérents).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

**DOSSIER N° 21010917 - 1ère affectation au titre de l'aide au fonctionnement d'Airparif 2022**

**Dispositif** : Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF (n° 00000576)

**Délibération Cadre** : CR114-16 du 17/06/2016

**Imputation budgétaire** : 937-73-6574-173001-1700

Action : 17300102- Fonctionnement d'AIRPARIF

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Aide au fonctionnement de l'association AIRPARIF	510 000,00 € TTC	100,00 %	510 000,00 €
Montant total de la subvention			510 000,00 €

**PRESENTATION DE L'ORGANISME**

Dénomination : AIRPARIF ASS GESTION RESEAU MESUR POLLUT ATMOSP  
Adresse administrative : 7 RUE CRILLON  
75004 PARIS  
Statut Juridique : Association  
Représentant : Monsieur Jean-Félix BERNARD, Président

**PRESENTATION DU PROJET**

**Dates prévisionnelles** : 1 janvier 2022 - 31 décembre 2022

Démarrage anticipé de projet : Oui

Motivation démarrage anticipé : Aide sur l'année civile

**Description :**

Outre le maintien des travaux récurrents de l'observatoire de la qualité de l'air en Île-de-France et l'information du public et des autorités, les axes de travail pour 2022 portent sur :

- l'accompagnement des acteurs : plan de protection de l'atmosphère, actions des collectivités et notamment pour les plans territoriaux ;
- la poursuite et le renforcement des travaux sur les particules ultrafines, les pesticides, l'ammoniac et les composés organiques ;
- les conséquences des dernières recommandations de l'organisation mondiale de la santé et des travaux et décisions sur les enjeux climatiques. ;
- le numérique au service de l'information (développement d'outils et services avec un enjeu de mutualisation et d'harmonisation avec les autres AASQA) ;
- les actions à l'international pour la valorisation de l'expertise et des partenariats.

Dans le cadre d'une convention ad hoc relative à la mesure 100 000 stages signée avec la Région, le bénéficiaire s'est engagé à recruter des stagiaires ou alternants.

**Détail du calcul de la subvention :**

Comme le prévoit la convention AIRPARIF/REGION, 60 % du budget (qui est de 850 000 €) en janvier 2022, soit 510 000 €.

**Localisation géographique :**

 REGION ILE DE FRANCE

**Contrat Particulier :** Hors CPRD

**CPER :** Hors CPER

L'organisme ne récupère pas la TVA.

## **Annexe n° 6 : Convention groupement H2**

**CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDE POUR LA  
PREPARATION, LA PASSATION ET L'EXECUTION D'UN MARCHÉ POUR  
LA REALISATION D'UNE ETUDE POUR LE DEVELOPPEMENT  
D'ECOSYSTEMES HYDROGENE EN VALLEE DE SEINE**

Entre

**La région Île-de-France**, représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, dont le siège est domicilié 2 rue Simone Veil – 93500 – Saint Ouen sur Seine,

ci-après dénommée « la région Île-de-France »

Et

**La région Normandie**, représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, dont le siège est domicilié à l'Abbaye-aux-Dames, Place Reine Mathilde, CS 50523, 14035 CAEN Cedex 1,

ci-après dénommée « la région Normandie »

- *Vu le code général des collectivités territoriales,*
- *vu le code de la commande publique, et notamment ses articles L2113-6 à L2113-8,*
- *Vu la délibération n° CP 2022-026 la commission permanente du conseil régional d'Île-de-France en date du 28 janvier 2022 autorisant la constitution du groupement de commande,*
- *Vu la délibération de la commission permanente du conseil régional de Normandie en date du 24 janvier 2022 autorisant la constitution du groupement de commande,*

## **PREAMBULE**

Le développement du territoire de la vallée de la Seine fait l'objet, depuis plus de 10 ans, de réflexions approfondies de la part de l'Etat, des régions Normandie et Île-de-France mais aussi de nombreux autres acteurs institutionnels et économiques.

L'importance du tissu industriel présent sur ce territoire présente des atouts évidents pour travailler à la consolidation d'un écosystème global industriel et logistique.

La question se pose aussi de son adaptation et de l'accompagnement de ses mutations dans un contexte de nécessaire transition écologique et, plus particulièrement en ce qui concerne l'objet de la présente convention, de transition énergétique et de sobriété foncière.

A cet égard, l'importance des actions menées par l'Etat et les deux Régions depuis 2015 en vue de faire de la vallée de la Seine un territoire d'innovation a déjà permis l'émergence de nouveaux partenariats interrégionaux et la consolidation de nouvelles filières.

Le développement d'un écosystème global de l'hydrogène doit participer de cet objectif global. Ainsi, la région Île-de-France et la région Normandie ont décidé de confier à un prestataire une étude pour le développement d'écosystèmes Hydrogène en Vallée de Seine.

Cette étude se divisera en deux tranches :

- Tranche ferme : La réalisation d'une étude portant sur l'identification, la quantification et la programmation spatiale et temporelle des potentiels de production, de distribution et de consommation d'hydrogène décarboné et renouvelable.
- Tranche optionnelle : L'accompagnement des membres du Comité de pilotage dans la mise en œuvre du schéma opérationnel pendant la première année suivant la validation de l'étude réalisée au titre de la tranche ferme.

**CECI AYANT ETE EXPOSE, LES PARTIES ONT CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :**

## **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La région Île-de-France et la région Normandie conviennent, par la présente convention de se constituer en groupement de commandes, conformément aux dispositions de l'article L2113-6 du code de la commande publique, pour la préparation, la passation et l'exécution de marché pour la réalisation d'une étude pour le développement d'écosystèmes Hydrogène en Vallée de Seine.

Conformément à l'article L2113-7 du code de la commande publique, la présente convention constitutive du groupement, signée par ses membres, définit les règles de fonctionnement du groupement et confie à la région Normandie la charge de mener toute la procédure de passation et d'exécution des marchés publics, au nom et pour le compte des membres du groupement selon les modalités exposées dans la présente convention.

Le groupement de commandes n'a pas la personnalité morale.

## **ARTICLE 2 : MEMBRES DU GROUPEMENT**

Le groupement de commandes comprend les membres énumérés ci-après :

- la région Île-de-France représentée par sa Présidente, Madame Valérie PECRESSE, ou son représentant,
- la région Normandie représentée par son Président, Monsieur Hervé MORIN, ou son représentant.



## **ARTICLE 3 : OBLIGATIONS DES MEMBRES DU GROUPEMENT**

Chaque membre du groupement s'engage à :

- respecter la confidentialité des échanges afférents à toute la procédure liée à la présente convention ;
- participer aux réunions de préparation avant le lancement de la procédure ;
- fournir tous les documents en sa possession jugés nécessaires à la réalisation des missions confiée aux titulaires ;
- procéder au paiement des prestations conformément aux clauses et au calendrier prévu dans les marchés.

## **ARTICLE 4 : LE COORDONNATEUR**

### **4.1 : Désignation du coordonnateur**

La région Normandie est désignée comme Coordonnateur du groupement de commandes, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur. Le président de la région Normandie, ou son représentant, est désigné comme représentant légal du coordonnateur du groupement.

Si l'intervention d'une commission d'appel d'offres devenait nécessaire pour choisir le ou les titulaires, la commission d'appel d'offres du coordonnateur est habilitée à cette fin.

### **4.2 : Missions du coordonnateur**

#### ***1. Organisation des opérations de passation du marché public***

Le Coordonnateur est chargé de procéder, dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables, et en particulier des dispositions du code de la commande publique, à l'organisation de l'ensemble des procédures de publicité et de mise en concurrence applicables à la passation des marchés d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Cette mission implique notamment, sans que cette liste ne soit exhaustive, que le Coordonnateur exécute les actions de préparation et passation suivantes :

- La formalisation et l'intégration des besoins après collecte de ceux des membres du groupement ;
- la rédaction du dossier de consultation des entreprises ;
- le lancement de la consultation, l'envoi de la publicité sur les supports adéquats et le suivi des questions posées en cours de consultation ;
- la réception des plis sur la plateforme du coordonnateur et l'ouverture des plis ;
- l'analyse et la sélection des candidatures et des offres ;
- la conduite des éventuelles négociations avec les candidats ;
- la rédaction du rapport d'analyse des offres ;
- les modalités d'achèvement de la procédure (demande des documents à l'attributaire, rédaction / signature et notification des lettres de rejet, avis d'attribution) ;
- le cas échéant, la relance d'une consultation pour le marché / les lots déclarés sans suite ou infructueux.

Le Coordonnateur informe ainsi la région Île-de-France des grandes phases d'avancement de la préparation et passation, telles que : envoi de la publicité, proposition d'attribution, notification.

La région Île-de-France est associée à la décision d'attribution du marché.

## **2. Signature et notification du marché public**

Le Coordonnateur est chargé de signer et notifier le marché et, le cas échéant, les avenants auprès du ou des contractants retenus. Etant entendu que chacun des membres du groupement est responsable préalablement de son engagement comptable.

Le Coordonnateur indiquera dans l'acte d'engagement le comptable assignataire de chacun des membres du groupement.

## **3. Exécution du marché public**

Le Coordonnateur est chargé d'exécuter juridiquement et administrativement le marché au nom des membres du groupement notamment en ce qui concerne l'envoi des ordres de service (OS), la révision ou l'ajustement des prix. La conclusion d'avenants, l'affermissement de la tranche optionnelle et l'éventuelle résiliation nécessite le recueil préalable de l'accord écrit de la région Île-de-France.

Le cas échéant, le coordonnateur accepte et agréé les conditions de paiements des sous-traitants déclarés en cours d'exécution.

A ce titre, il assure notamment le contrôle de l'exécution.

## **4. Gestion du précontentieux et du contentieux**

Le Coordonnateur est chargé de gérer le précontentieux et le contentieux lié à la procédure de passation du marché et durant l'exécution pour le compte des membres du groupement.

Le coordonnateur informe et consulte sur sa démarche et son évolution.

Le coordonnateur pourra ester en justice pour le compte des membres du groupement, aussi bien en tant que demandeur qu'en tant que défendeur dans le cadre strict de sa mission. Toute action à engager sera précédée de l'accord des parties à la convention. Il est convenu entre les membres du groupement que pour des raisons de délai toute action défensive sera engagée de plein droit par le coordonnateur.

Dans tous les cas, le coordonnateur pourra s'attacher les services d'un avocat de son choix.

En précontentieux et contentieux, si le coordonnateur devait verser une somme ou venait à être condamné au paiement de frais à verser à la partie requérante, chaque membre sera sollicité pour couvrir ces frais supplémentaires y compris les frais d'honoraires et dépens, selon le pourcentage de financement prévu à l'article 6.

## **ARTICLE 5 : PROCÉDURE DE DÉVOLUTION DES PRESTATIONS**

Le marché est attribué à l'issue d'une procédure adaptée en application des articles L2123-1, R2123-1, R2123-4 et R2123-5 du code de la commande publique. Le coordonnateur applique les règles prévues par son dispositif interne de passation des marchés à procédures adaptées.

Si les besoins et l'estimation évoluaient à la hausse au-delà du seuil des procédures formalisées, le coordonnateur appliquerait de plein droit les règles du code de la commande publique et de son dispositif interne appropriées.

## **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIÈRES**

Au jour de la signature de la présente, le montant global maximal du marché est estimé à 100 000 € TTC.

Pour l'exécution du marché, les participations sont les suivantes :

- la région Île-de-France à hauteur de 30% du montant marché (estimée au jour de la signature de la présente à 30 000 € TTC)
- la région Normandie à hauteur de 70% du montant du marché (estimée au jour de la signature de la présente à 70 000 € TTC)

Le prestataire devra adresser directement les acomptes et/ou factures à chacun des membres du groupement selon cette clé de répartition entre la région Normandie et la région Île-de-France.

Le délai de paiement maximum est fixé à trente (30) jours à compter de la réception de la facture dans la collectivité ou à compter de la date du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Chaque membre du groupement assure le contrôle du service fait et fait son affaire des paiements correspondant à sa quote-part auprès du titulaire.

La région Normandie sollicitera une subvention au titre du CPIER Vallée de Seine ou de tout autre dispositif d'aide ad hoc. Au regard de sa participation, toute aide ou subvention serait versée à la région Normandie, pour son compte.

## **ARTICLE 7 : DURÉE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa signature par les parties. Elle prend fin au terme de l'exécution du marché qui en est l'objet.

## **ARTICLE 8 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant, approuvé par la région Ile-de-France et la région Normandie selon les règles qui leur sont propres. La modification ne prend effet que lorsque chaque avenant aura été accepté et approuvé par les membres du groupement.

## **ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITÉ ET IMPARTIALITÉ**

Les membres du groupement s'engagent à préserver la stricte confidentialité des informations et/ou des données, sous quelque forme et de quelque nature qu'elles soient, divulguées par un membre du groupement à un ou plusieurs autres membres dans le cadre de la présente, et sous réserve que le membre du groupement qui divulgue ait indiqué de manière claire et non équivoque leur caractère confidentiel.

Par ailleurs chaque membre du groupement s'engage à respecter le secret sur toutes les informations ayant trait au prix, au contenu et conditions des offres qui sont considérées comme confidentielles.

Chaque membre du groupement veillera au respect de l'impartialité ou de l'indépendance nécessaires dans le cadre des procédures de marché public.

Il s'engage à informer spontanément le coordonnateur de toute situation de conflit d'intérêts potentiel.

## **ARTICLE 10 : RESILIATION**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la convention, celle-ci peut être résiliée de plein droit par l'autre partie dans un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Les membres du groupement sont tenus par les engagements juridiques enclenchés.

## **ARTICLE 11 : RÈGLEMENT DES LITIGES**

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention feront l'objet d'une procédure de négociation amiable et, autant que de besoin, avant toute procédure contentieuse, il sera fait appel à la médiation du Tribunal Administratif de Caen dans le cadre des dispositions de l'article L.213-5 du Code de Justice Administrative.

<b>Pour la région Île-de-France</b>	<b>Pour la région Normandie</b>
La Présidente	Le Président
Valérie PECRESSE	Hervé MORIN